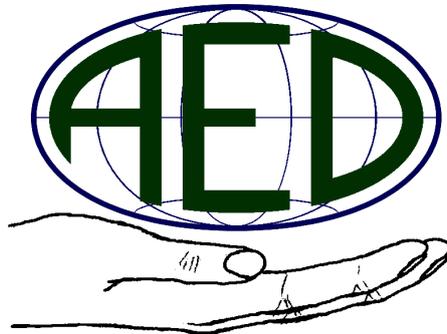


<https://www.economiedistributive.fr/Faut-il-deboulonner-Colbert>



Faut-il déboulonner Colbert ?

- La Grande Relève - N° de 1935 à nos jours... - De 2010 à nos jours - Année 2020 - N° 1218 - juillet-août 2020 -

Date de mise en ligne : dimanche 8 novembre 2020

Date de parution : août 2020

Copyright © Association pour l'Économie Distributive - Tous droits réservés

Sommaire

- [Le salariat est-il une exploitation](#)
- [Travail, revenus, utilité sociale](#)
- [Vers quoi s'orienter ?](#)
- [Vive l'utopie](#)

L'esclavage est insupportable et indéfendable, mais au-delà de cette évidence, on peut s'interroger sur la position de Colbert dans le contexte des idées de l'époque. Il ne s'y opposait pas explicitement, mais le code noir en définissait les droits et les devoirs, au-delà des pratiques en vigueur à l'époque dont la sauvagerie nous révolte tant. Aussi doit-on tenter de comprendre pourquoi cet homme, intelligent et soucieux du bien public, acceptait-il l'esclavage et même le prônait, mais dans un contexte où très peu de gens le remettaient en cause.

Car l'esclavage sous des formes multiples est une constante de l'Histoire. Aussi loin que l'on remonte dans le temps, on en relève les traces. Dans la construction des pyramides égyptiennes, dans la société grecque ou la civilisation romaine, sa pratique s'est poursuivie dans l'Europe entière. Sous la forme entre autres du servage dans les communautés rurales et, bien sûr, dans les colonies dominées par les peuples européens, avec une forte composante raciale dans les exploitations agricoles du nouveau monde : cultures du coton et de la canne à sucre.

Toutes ces pratiques ont en commun la domination par une caste, une classe sociale, un pouvoir sur une partie de la société, qu'il s'agisse d'un groupe, d'une communauté, d'une ethnie, d'une religion.

Aux formes classiques de l'esclavage, il faut assimiler le colonialisme, les persécutions religieuses, l'usage de la torture, la non reconnaissance des « sans papiers » le rejet des immigrés, le racisme sous toutes ses formes.

Car la vie humaine n'a pas toujours eu pour tous la même valeur : A Rome, la mort d'un esclave gladiateur est banale au point de servir de distraction au peuple. Cette inégalité est considérée comme normale par la classe ou la caste dominante ou par les détenteurs du pouvoir.

Les sociétés anciennes ne s'indignaient pas de l'esclavage. Même Platon ne le récusait pas, bien que la « Cité idéale » n'y faisait pas allusion. De même Aristote le condamne mais admet une distinction entre le citoyen, homme libre et celui qui ne l'est pas. La « civilisation » romaine était alimentée en esclaves par les conquêtes militaires et personne n'y trouvait à redire.

Les justifications de l'esclavage n'ont pas manqué. Il était soi-disant indispensable à l'exploitation de la canne à sucre. Le servage paraissait jusqu'à l'aube du XVIIIème siècle nécessaire à l'entretien des possessions agricoles des abbayes et des aristocrates.

Car l'appréciation des contemporains des siècles passés était différente de la nôtre. Ce qui nous semble inadmissible leur paraissait naturel et parfaitement moral.

Même les religions s'en mêlaient pour justifier des attitudes scandaleuses à nos yeux : les croisades, l'inquisition, les procès en sorcellerie...

Serions-nous devenus tout d'un coup assez vertueux pour nous arroger le droit de juger les générations précédentes ?

Rapprochons-nous de notre époque. La Shoah serait-elle acceptée de nos jours comme elle semble l'avoir été par le peuple allemand il y a moins d'un siècle ? Cette tentative d'élimination d'une ethnie entière est incompréhensible pour notre génération.

Mais reportons-nous à la situation de l'Allemagne au lendemain de la défaite de 1918, étranglée par un traité de Versailles impossible à respecter, appauvrie par une inflation galopante. Les pouvoirs en place, incapables de dominer la situation, ont appliqué le palliatif classique, toujours efficace : désigner un responsable et le châtier, même s'il n'y est absolument pour rien. La communauté Juive en fut la victime.

Avons-nous, en France, toujours été meilleurs ? » Loin s'en faut. Le colonialisme du XIXe siècle était présenté à nos aïeux comme un devoir moral, celui d'apporter la civilisation et le progrès à des populations attardées. L'Histoire nous a montré que les intérêts économiques ont été moins visibles sur le moment, mais prédominants dans les faits.

Encore plus près de nous, la qualification de la guerre d'indépendance de l'Algérie en « événements » justifiant des opérations de « maintien de l'ordre » avec toutes les pratiques, y compris la torture, inadmissibles pour nous.

Admettons cependant qu'il est plus facile de la stigmatiser quand on la juge à la lecture d'un journal de gauche, confortablement installé sous un parasol au bord d'une plage. C'était moins simple lorsque l'on venait de ramasser les membres épars d'une petite fille déchiquetée par une bombe déposée à la terrasse d'un café. Les seuls mots que l'on pouvait trouver devant l'insoutenable douleur d'une mère était la promesse de tout faire pour trouver les coupables. Qu'avait-on le droit de mettre dans ce « tout » ? Il fallait une bonne dose d'esprit critique, de jugement moral, de capacité de résistance à l'opinion commune pour refuser certaines pratiques, dans l'absolu bien sûr indéfendables.

Tout cela pour dire que le jugement de l'Histoire est toujours inéquitable car les circonstances ne sont pas les mêmes entre le moment des faits et celui du jugement. Les juges et les jurés disposent d'informations et de modes de pensée inconnus au temps où les faits se sont produits.

Que l'on m'entende bien, il n'est pas question d'approuver ici aucune forme d'exploitation ou de domination, ni aucun acte de violence ; et l'on peut parfaitement comprendre la souffrance des héritiers des victimes à voir exalter la mémoire des oppresseurs de leurs ancêtres. On comprend leur désir d'éradiquer des lieux publics toute marque de respect à leur égard.

Notre époque n'est cependant pas meilleure que les autres et l'on trouve de nos jours de multiples exploités. Le jugement de l'Histoire leur restera-t-il aussi favorable qu'ils le pensent ?

Le salariat est-il une exploitation ?

Ainsi sommes-nous certains que le salariat sera considéré dans les décennies futures avec le même regard que le nôtre ? Pour notre génération la création d'emplois reste un objectif prioritaire, tous partis confondus. Or, pour s'intéresser seulement à la France, 80 % des emplois existants ou nouveaux sont des emplois salariés. C'est-à-dire de travailleurs dépendant, dans leurs gestes et dans leur survie, du patronat et des actionnaires.

Cette distinction entre les « *premiers de cordée* » et tous les autres évoque celle d'Aristote entre citoyen libre et esclave. Or nous acceptons le salariat sans état d'âme, et même nous en redemandons car pour tout le monde la création d'emplois reste une priorité, toutes tendances politiques confondues. Et qui dit emploi dit emploi salarié dans la majorité des cas.

On s'installe sans imagination dans l'idée que le travail est une denrée comme les autres, qui obéirait à la seule loi du marché.

Chacun serait libre de se vendre dans les limites qu'il se fixe et au prix qu'il choisit. Cette fiction est entretenue par tous ceux qui affirment que le SMIC est un obstacle à la création d'emplois, et que tout travailleur peut trouver du travail s'il accepte de traverser la rue et de se vendre au prix du marché. Tant pis si ce prix ne lui permet pas de vivre.

Alors on préfère jouer avec les prestations sociales pour dissimuler pendant un temps l'extrême injustice de la répartition des richesses. Quel regard les générations futures porteront-elles sur la pratique des licenciements ? Qu'ils soient économiques, secs ou boursiers, l'effet est toujours le même. Le système économique admet sans remord de priver un individu ou une famille, non seulement de ses moyens d'existence, mais aussi de ses raisons de vivre car le chômage exclut ses victimes du reste de la communauté.

Reportons-nous un instant au code noir de Colbert. Au-delà de toutes les clauses indéfendables pour nous, l'une devrait nous faire réfléchir : elle précisait que le maître devait assurer la survie de ses esclaves, essentiellement la nourriture et le couvert, et ceci toute leur vie. Certes, celle-ci était courte (en moyenne moins de trois décennies dans les exploitations américaines) et si cette clause n'était pas très respectée, elle était tout de même inscrite dans le texte de Colbert.

Alors imaginons que le code du travail français impose aux entreprises d'assurer la survie matérielle de tous leurs salariés ou anciens salariés, et ceci jusqu'à la fin de leur vie. Que ne dirait-on d'une telle clause, sinon que l'économie du pays ne s'en relèverait pas ! Ce qui est probablement vrai dans le contexte de concurrence internationale dans lequel nous vivons.

Il n'en reste pas moins que notre modèle économique, dont nous nous accommodons, pourrait bien être considéré dans l'avenir comme d'une sauvagerie indéfendable. Ne trouvons-nous pas, certes regrettables, mais inévitables, les licenciements ?

Travail, revenus, utilité sociale, bénévolat

Pouvons-nous imaginer un autre monde où le salariat n'existerait plus ? Avec le coronavirus, d'autres modèles de production et de répartition des richesses sont presque devenus vraisemblables.

Car notre modèle s'appuie sur une vision fictive de la réalité : « *toute peine mérite salaire* ». Ce principe implicite n'a plus guère de sens. L'équivalence entre salaire et travail ne correspond plus à rien, entre travail et utilité sociale non plus et, a fortiori, entre celle-ci et le revenu qu'il engendre. Tout est faussé dans un système où l'ultime référence est le profit à l'usage des actionnaires, alors que ces derniers ne produisent que peu, voire aucune richesse à l'usage de la collectivité.

Et si le travail comme nous l'entendons n'était plus une nécessité ?

De plus en plus de biens et de services sont produits sans intervention humaine, et les services les plus utiles comme la santé, l'éducation ne sont financée que par la puissance publique : ils sortent en grande partie du circuit économique traditionnel.

Parallèlement, les activités bénévoles se développent. Elles créent des richesses et des services sans équivalent monétaire. Elles échappent au PIB alors qu'elles sont de plus en plus indispensables au maintien de la cohésion sociale.

Mais cette nécessité n'est pas évidente pour tout le monde. En France, en Europe et dans beaucoup de pays, la solution à la crise de l'emploi, aggravée par le coronavirus, ne se trouverait qu'en investissant dans de nouvelles activités ou en relocalisant des industries expatriées depuis quelques dizaines d'années dans des pays à faible coût de main d'oeuvre.

En même temps, on nous explique que ces relocalisations n'ont de sens que si elles sont fortement robotisées, donc peu génératrices d'emplois ! En revanche, elles en font perdre beaucoup dans les pays qui en avaient profité.

En clair on relocalise la production et on délocalise le chômage. Tant pis pour les pays émergents qui en souffriront. Et ceci sans assurer des moyens de vivre suffisants à une part massive de la population des pays les plus riches. En France, cette politique prive d'emploi, en ce milieu d'année 2020, plus du tiers de la population active.

Et pourtant, le coronavirus éclaire d'une lumière aveuglante une vérité qui semble avoir échappé aux peuples et aux générations successives : le destin unique du monde. Nous sommes tous solidaires et aucun individu, aucune communauté, aucun pays ne s'en sortira sans les autres.

Qu'il s'agisse du réchauffement climatique, de la pollution envahissante, de l'épuisement des ressources naturelles, de la crise de l'énergie, de la disparition des espèces vivantes, de la dégradation des paysages, aucune de ces questions ne peut trouver de réponse si chaque nation revendique sa totale indépendance.

Et pourtant le monde s'est peu à peu soumis à un modèle économique unique, libéral et concurrentiel, dans lequel dominent quelques superpuissances. Sous des formes différentes, elles s'accordent pour promouvoir une économie fondée sur la production de richesses matérielles, le travail contraint, la course à la productivité.

Cette économie n'a pas d'avenir et les générations futures devront en inventer d'autres, ou bien une partie de l'humanité disparaîtra.

Vers quoi s'orienter ?

Déjà une série d'expériences plus ou moins timides éclosent dans de nombreux pays. Elles ont en commun quelques principes :

Tout d'abord la déconnection partielle ou totale entre les moyens de vivre de l'exercice d'un travail. Ni les revenus, ni les emplois, ne disparaîtront en totalité, mais le lien qui les unit est devenu si incohérent qu'il faudra les dissocier. Le moyen le plus simple serait d'instaurer le "revenu de base", ou "revenu universel" octroyé à tous sans distinction. Au risque, bien sûr, de choquer certains qui ne comprennent pas que la collectivité attribue les mêmes avantages aux riches et aux pauvres. Mais c'est le seul moyen, à terme, de lutter contre les discriminations. Le but étant d'assurer à

tous les mêmes degrés de liberté dans leur existence, et de limiter les écarts croissants dans la possession et l'usage des richesses.

Reste à assurer le financement d'une telle mesure.

Pour cela, **il faut revoir le mode de perception des ressources de l'État.**

L'habitude a été prise, en France et dans la plupart des pays, de compter uniquement sur la fiscalité pour financer les dépenses de l'État. La capacité inventive des ministères des finances apparaît sans limite. La TVA, la TIPP, la CSG, les taxes foncières et d'habitations en sont les plus connues. Elles se superposent allègrement à beaucoup d'autres, avec de multiples exemptions, et d'interminables discussions pour savoir s'il s'agit de taxes ou de cotisations...

Il n'en a pas toujours été ainsi. L'État entrepreneur a été une réalité. Alors revenons à Colbert... Il fut l'instigateur de nombreuses entreprises publiques créant des richesses ou des services. La gestion des forêts, des routes ou des ouvrages d'art, des ports maritimes, des rivières et des canaux, des arsenaux militaires, des manufactures de draps à l'usage des armées. Il créa ce que l'on appelle encore les "grands corps de l'État". Le plus ancien étant celui des Ponts et Chaussées. Ces hauts fonctionnaires, (réputés maintenant mauvais gestionnaires lorsqu'ils interviennent dans des entreprises publiques !), les entreprises privées se les arrachent à prix d'or pour faire tourner le système libéral.

Alors on rêve d'un modèle économique nouveau qui devrait s'appuyer sur quelques principes. Le revenu universel permettrait à tous de vivre, de se nourrir et d'habiter sous un toit. Le complément pourrait être acquis, soit sous forme de temps libre ou de bénévolat, soit sous la forme traditionnelle d'échange de travail ou de richesses.

Reste à trouver le moyen de le financer. La meilleure solution serait d'en charger l'État, à condition que les ressources nécessaires ne proviennent pas exclusivement de la fiscalité. Rien n'empêche l'État de fabriquer des richesses et des biens utiles à la société et de les vendre pour assurer une grande partie de ses ressources.

Nous sommes dans un monde de plus en plus robotisé où le travail humain est de moins en moins nécessaire pour produire les biens et services utiles. Le système ne fonctionne qu'en gaspillant une grande partie du travail, ne serait-ce qu'en exacerbant la concurrence, en hypertrophiant les activités commerciales et la publicité, en acceptant que le travail des uns annule celui des autres.

Un tel système de production publique a été mis en oeuvre par Colbert lorsqu'il a été à l'initiative des grands services de l'État : les Eaux et Forêts, les Ponts et Chaussée, les arsenaux militaires, le service des ports, les phares et balises, les grandes manufactures publiques. Toutes mesures qui ont permis à la France de passer d'une économie aristocratique et rurale à une économie industrielle qui n'a montré ses limites qu'à la fin du XIXème siècle. Ne devraient alors subsister dans le monde économique que des services publics, des coopératives ouvrières, des associations privées fonctionnant sur le principe du bénévolat. Toutes structures où le travail serait libre, créatif et jamais dépendant. Dans ces structures le capital est entièrement public et sa rémunération appartient à la collectivité.

Un certain nombre d'activités resteront cependant ingrates, peu créatives et difficilement mécanisables. Plutôt que de les faire assumer par une catégorie de la population captive à vie, elles seraient remplies par la totalité de la population, sans distinction de formation ou de classe sociale. Ceci sous la forme d'un service national correspondant à quelques mois ou quelques semaines d'activité non rémunérées, répartis au choix au cours de la vie active.

Vive l'utopie

Il est évident qu'un tel schéma, où la monnaie ne jouerait qu'un rôle marginal, n'a probablement aucune chance de voir le jour. L'imbrication des réseaux économiques est telle entre les pays qu'il apparaîtra impossible de le faire fonctionner partout en même temps. Et comme il semblera impossible de le faire fonctionner en circuit fermé, on voit mal quel pays ou quelle structure pourrait en prendre l'initiative...

Cependant, certaines mesures partielles ne sont pas impossibles. Comme l'affectation au revenu universel de la multiplicité des aides sociales, à laquelle s'ajouterait une contribution fiscale des plus hauts revenus.

De même on pourrait envisager une participation plus abondante des services publics à la création de richesses commercialisables, comme on a tendance à le faire quand il s'agit de sauver de la faillite des entreprises privées.

Le développement des associations fonctionnant sur le principe du bénévolat n'est pas une nouveauté, certaines fonctionnent déjà comme cela depuis longtemps. De même la participation de tous à des tâches ingrates est déjà prévue sous la forme de service civil. Donc si utopie il y a-t-elle déjà en filigrane dans beaucoup de pays.

La plus significative serait la disparition du salariat, seul moyen d'épargner à notre génération de subir dans l'avenir les reproches qu'elle fait, avec une certaine facilité, au code noir de Colbert.

Reste qu'il faudra affronter tous les obstacles que ne manqueront pas d'élever les structures capitalistes dont les profits devront se réduire progressivement et qui auront du mal à accepter que soient éradiqués tous les modes de dépendance à la toute-puissance du profit financier.

C'est une vaste tâche que l'on voit mal prise en compte par les structures politiques nationales ou internationales que nous connaissons. Toutes semblent obsédées par l'idée de remettre sur les rails l'économie telle qu'elle était avant la pandémie du coronavirus, sans avoir soupçonné l'immense opportunité qu'elle nous offre de faire table rase du passé.

Sans voir Colbert comme un homme à tous égards providentiel, peu dans le personnel politique du monde entier présentent la même dimension.